

## L'ARMÉE FRANÇAISE SOUS L'OCCUPATION – LA DISPERSION

D'après François BROCHE (Prix de la Résistance en 1971 pour « Le bataillon des guitaristes »)  
Ed. Presses de la Cité - 2002

Cet ouvrage est divisé en deux parties. La première est relative à « la Dispersion » de l'armée (juin 1940 à novembre 1942). La seconde traite de « la métamorphose » et aborde les Résistances (1940-1941), les FFL (1941-1942), le débarquement en AFN, l'amalgame "Tunisie/Italie", les armées de la collaboration et les armées de l'ombre (ORA-AS-FTP-maquis). Cette étude est l'analyse de la première partie sur la « Dispersion »

---

De 5 millions d'hommes, l'armée d'armistice est réduite à 100.000 pour « *maintenir l'ordre* ».

Les services de renseignements (dont le Colonel **Gaiche**, les Commandants **Maisonneuve** et **Barril**), savent, dès 1930 tout de l'armée allemande. L'évolution des effectifs est connue. Tout comme est connue la stratégie ennemie avec les dates d'invasion du Danemark, de la Hollande ou de la Belgique, l'éventualité quasi certaine d'une attaque frontale sur l'axe Dunkerque/Sedan, la connaissance de la supériorité de l'aviation, des chars et de l'infanterie, la probable apparition du largage massif de parachutistes comme de bombardements intensifs, l'opposition probable de 100/115 divisions d'infanterie, 10/12 divisions blindées (5 à 7.000 chars) et 3.000 avions de 1<sup>ère</sup> ligne. En réalité, le 9 mai 1940, face aux 134 divisions alliées, les allemands en disposent de 135. Mais cette égalité n'est qu'apparente et lorsque l'attaque a lieu le 10 Mai...

### LA DÉBÂCLE

Le 19 Mai, **Weygand** remplace **Gamelin**, **Giraud** est fait prisonnier. **Gudérien** progresse rapidement. Les anglais se préparent à rembarquer et les américains font savoir qu'ils n'interviendront pas. Les populations civiles sont sur les routes... Début juin il ne reste à **Weygand** que 60 divisions hétéroclites dont une poignée de chars. Les allemands, quant à eux, alignent toujours 110 divisions d'infanterie et 10 divisions blindées. Le gouvernement se déplace à Tours et les administrations à Bordeaux. **Pétain** arrive avec l'armistice et une armée réduite à 100.000 hommes tout en refusant de poursuivre la lutte outre-mer. **Pétain**, **Weygand** et la majorité des ministres sont pour l'armistice tandis que **Reynaud**, soutenu par **Darlan**, propose de partir en AFN. **Nogues** résiste, puis se rallie à **Pétain**, arrête les passagers du « *Massilia* » et laisse sans réponse les pressantes démarches du Général **de Gaulle** et de **Churchill**.

130 généraux sont faits prisonniers dont **Giraud** et **Juin**. Mais **Delestraint** sauve l'honneur à Abbeville, Beauvais, sur la Loire et le Cher avec la 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> division cuirassées et combat jusqu'au 25 juin 1940<sup>1</sup>. Le général de brigade **de Lattre** se bat à Rhetel, sur la Marne, sur la Loire et reste dans l'armée. « *J'ai raté ma guerre, mais je ne raterai pas ma revanche* » précise-t-il.

1.600.000 prisonniers<sup>2</sup>, dont 5 commandements d'armée, 25.000 officiers, 90 à 120.000 tués dont 12 généraux, 300.000 blessés, les 3/5<sup>ème</sup> de la France occupée, 8 à 10 millions de français sur les routes. Le 10 juillet 1940, la Chambre, élue en 1936, remet ses pouvoirs au Maréchal **Pétain** « *L'Allemagne s'était chargée de l'Armée Française ; Pétain se chargera de la République* ». **Pétain**, le 17 juin, demande aux français de se grouper autour de son gouvernement. Le lendemain, le général **de Gaulle** demande aux militaires, aux ingénieurs, aux techniciens de l'armement de le rejoindre et, huit jours plus tard lance « *nous referons la France* ». Il s'y emploiera, avec une extraordinaire ténacité, durant quatre ans.

L'armée française est condamnée à la dispersion et il va falloir attendre le débarquement américain en AFN, l'invasion de la zone sud, le sabordage de la flotte à Toulon « *pour dégager une date<sup>3</sup> où s'ouvre pour l'armée française la fin du cycle de 30 mois de la dispersion. Et la renaissance allait durer 19 mois* ». Défaite sur le terrain, vaincue, écrasée, dispersée, humiliée, brisée, réduite par le vainqueur, « *l'armée reprit sa marche trop souvent entravée par ses propres alliés* » et « *retrouve sa combativité, son honneur et son âme* ». L'auteur n'oublie pas d'associer à cette renaissance l'action des diverses formes de Résistance à l'occupation du territoire entre juin 1940 et novembre 1942<sup>4</sup>, et cite, en exemple, les directives confidentielles du Général **Colson** (2 juillet 1940) de camoufler des armes<sup>5</sup>.

L'aviation s'est bien comportée<sup>6</sup> et le Général **Bergeret** obtient de ne pas livrer ses appareils, mais de les désarmer et de les mettre en sécurité sous contrôle allemand.

---

1 Il avait entendu l'appel de son ancien adjoint : le général **de Gaulle**.

2 Pour moitié mariés et en majorité pères de famille.

3 Novembre 1942

4 Suite au refus de la défaite prôné par le Général **de Gaulle**.

5 L'armée de 100 000 hommes n'étant autorisée qu'à 75 pour l'artillerie ; et seulement des automitrailleuses.

6 1.000 avions abattus ?

Pour la gendarmerie on connaît le rôle de **Pierre Sérignan** (voir note de lecture sur la gendarmerie) : maintien de ce corps, retour de plusieurs milliers de gendarmes prisonniers dans leur brigade, intégration de la garde (7.000 hommes) dans la départementale, ouverture à Mamers et Cholet d'écoles d'élèves gendarmes, réintégration de 1.200 gardes anciens combattants. Ainsi ce sont 28.000 gendarmes qui vont, contre le vœu de l'occupant, retrouver leurs garnisons en zone occupée sous l'autorité de délégué général : **Léon Noël**<sup>7</sup>. Mais les gendarmes vont être obligés de prêter serment au Maréchal. La Marine est intacte. Les ports ont été pris en 10 jours, mais pas les bateaux<sup>8</sup>. Sur ordre de l'amirauté, les installations portuaires, ainsi que les navires en entretien, sont sabordés. En Méditerranée, les bâtiments sont concentrés à Toulon, Mers el Kébir, Alger et Bizerte. **Churchill** fait pression pour que toutes les unités de combat rejoignent les ports anglais. **Darlan** refuse. En Angleterre, les cuirassés Courbet et Paris, les sous-marins Surcouf, Orion et Ondine, les contre-torpilleurs Triomphant, Léopard, Chevreuil, et Savorgnan de Brazza sont mis sous contrôle anglais. A Mers El Kebir, où est adressé l'ultimatum que l'on sait, l'amiral **Gensoul** oppose son refus de conduire ses navires aux Antilles. Le Dunkerque, le Mogador, le Provence, le Bretagne sont mis hors de combat mais le Strasbourg réussit à s'échapper avec 5 contre torpilleurs<sup>9</sup>. Au Caire le désarmement de la force X est admis par **Cunnigham**.

## LA JEUNESSE POUR CIBLE !

Les jeunes sont exhortés à s'engager dans la « Révolution Nationale ». Le 30 juillet 1940, un décret remplace le service militaire en zone libre contre six mois de « Chantiers de Jeunesse ». De septembre 1940 à mars 1943, **Georges Lamirand**, disciple de **Lyautey**, va jouer un rôle important, prêchant les vertus de la « Révolution Nationale » Cet adhérent du « christianisme social » s'opposant aux grands dirigeants collaborant avec l'Allemagne va être remplacé par un adepte de « l'Europe Nouvelle » **Georges Pelorson Dhavernas**, qui pour les 500.000 chômeurs jeunes, fonde les « Compagnons de France », organisés en cités, baillages, et commanderies et ayant comme devise « *Unis pour Servir* ». A fin 1940, 230 camps sont ouverts en zone libre.



**Pierre Dunoyer de Segonzac**, un Saint Cyrien qui s'est bien battu avec ses 20 chars, se rallie à **Pétain** et « pour préparer la revanche » refuse de servir dans l'armée d'armistice. C'est alors, qu'aide par le capitaine **Eric Audemard d'Alençon**, le sous-lieutenant **Pierre Cazenavette**, le lieutenant de vaisseau **Pierre Devictor**, l'ethnologue **Paul Henri Chombart de l'Aune**, **André Voisin**, **Charles Muller**, l'Abbé **René de Naurois**<sup>10</sup>, il crée une école de cadres d'abord basée à Gannat puis installée à Uriage. A la fin de 1940, 450 stagiaires sortent de cette école « des chefs ». Celle-ci va ensuite s'ouvrir aux arts et générer les « comédiens routiers » comme **Léon Chancerel** disciple de Copeau, **Olivier Hussenot**, **Hubert Gignoux**, **Jean Daste**, **Bernard Lajarrige**, **Madeleine Barbulé**, **Yves Robert**, **François Bloch Lainé** ou le compositeur **Schaffer**.

En charge des incorporés de 1940, le Général **de la Porte du Theil** imagine des groupements de jeunesse qui vont devenir, avec le décret du 30 juillet 1940, les « Chantiers de Jeunesse », administrés civilement sur un principe hiérarchique de type militaire avec chefs d'ateliers, chefs de groupes et chefs de groupements. A fin août 1940, il existe cinq groupements de 2.000 hommes et dix de 200, installés dans des huttes et sous des tentes dans le Jura, la vallée de l'Ain, la Saône et Loire... Leur nombre, à mi-septembre, va être porté à 1.935 groupements (Alpes, Maures, Pyrénées puis AFN). Les allemands s'en inquiètent et, début 1941, 90.000 jeunes sont renvoyés à la vie civile. De son côté, le « PPF » essaye, en zone occupée, d'attirer des jeunes. Le succès n'est pas au rendez-vous. Il n'y aura, en quatre ans, que 4.000 recrutements, surtout à Paris et à Saint Denis, fief de **Doriot**.

L'expérience vécue par les « compagnons », comme par ceux des « chantiers », de « l'école des cadres d'Uriage », des « écoles militaires », se soldera par un échec pour tous ceux qui estimaient que la jeunesse n'avait d'autre choix et d'autre avenir qu'au sein du régime de Vichy. L'histoire montre que tout embrigadement de la jeunesse n'est viable que dans une structure totalitaire. Pour preuve la manifestation étudiante du 11 novembre 1940, la protestation de **Guillaume de Tournemire** contre les attentats contre les Juifs. « *Exercer des brutalités et des brimades sur des personnes à cause de leur race et de leur religion nous révolte* ». **Tournemire** et son adjoint **Lanarque** firent partie du réseau « Alliance » et **Henri Nogueres** dira des « Compagnons » : « *qu'ils furent un véritable vivier pour la Résistance* ».

<sup>7</sup> Ainsi plusieurs milliers de soldats échappèrent à la captivité grâce à leur « démobilisation » par les gendarmes.

<sup>8</sup> De Brest sont partis 70 unités de combat et plus de 50 navires de commerce. Le cuirassé Richelieu était du nombre. De Lorient sont partis 50 unités de combat dont le contre torpilleur Triomphant et de St Nazaire, le cuirassé Jean Bart.

<sup>9</sup> Bilan du combat 1.297 morts.

<sup>10</sup> Futur Compagnon de la Libération.

## DE LA « LVF » A LA « LÉGION TRICOLEURE »

Le 22 Juin 1941, dès l'attaque de l'URSS, **Doriot** réclame la création de la « Légion des Volontaires Français (L.V.F) ». **Deloncle**, chef du « mouvement social révolutionnaire » héritier de « la Cagoule », **Marcel Déat**, **Marcel Bucard**, **Pierre**



**Constantini**, tout comme **Abetz** y sont favorables. 10 à 20 000 volontaires sont espérés. Ils ne seront que 1.000 en juillet 1941.

Le 27 août 1941, à Versailles, la « LVF » est présentée à **de Brinon**, **Laval**, **Déat**... Un engagé « LVF », **Colette**, tire sur **Laval** et **Déat** et les blesse. Il est condamné à mort le 1<sup>er</sup> octobre 1941, puis gracié et déporté.

800 membres de la « LVF », avec parmi eux **Doriot**, forment le 638<sup>ème</sup> Régiment de la Wehrmacht, sous les ordres du Colonel **Roger Henri Labonne**, et partent pour le front russe. Ils y arrivent le 1<sup>er</sup> novembre 1941, après 200 km à pied dans la boue, par -20 à -40 °C<sup>11</sup>. Les premiers combats font 130 morts et 100 blessés. Le 7 décembre 1941, après 100 citations et 10 Croix de Fer, la « LVF » est relevée. Cependant, parce que mal formée, la

« LVF » est mal appréciée. Une nouvelle campagne de recrutement est donc lancée et, au printemps 1942, 1.500 hommes partent avec pour mission « de pourchasser la résistance russe ». Ils vont se « distinguer » par des tortures, des pillages, et l'exécution sommaire d'habitants de villages brûlés, dont des vieillards, femmes et enfants.

Après seize mois de disgrâce, **Laval**, succédant à **Darlan**, revient aux affaires le 18 avril 1942. **Benoist-Méchin**<sup>12</sup>, chargé de la main d'œuvre française en Allemagne, souhaite aller au-delà de la « LVF » « simple unité de la Wehrmacht ». **Laval** demande donc aux allemands la prise en main de la « LVF » par Vichy et la confie à **Benoist-Méchin**, avant d'y faire entrer au Comité Central, **Darnand**, chef du « SOL »<sup>13</sup> et **Jean Marcel Renault**<sup>14</sup>.

Le 15 juin 1942, **Laval** lance l'idée de « la relève » (trois spécialistes partent en Allemagne contre la libération d'un prisonnier) et « souhaite la victoire de l'Allemagne contre le Bolchévisme ». **Benoist-Méchin** fait approuver par le Comité Central la dissolution de la « LVF » et les statuts de la « Légion Tricolore ». Deux décrets vont autoriser les militaires sous les drapeaux, les membres des « Chantiers de Jeunesse », de la « Légion des Combattants » ainsi que du « SOL » de s'engager dans la Légion tricolore. Des bureaux de recrutement sont ouverts et La Marche Consulaire est adoptée comme hymne. En un mois, 15.000 adhérents. La propagande sévit. **Jean Bassompierre**, adjoint de **Darnand**, ancien de la « LVF », dit, lors d'un meeting, qu'outre la lutte contre le bolchevisme, la « Légion Tricolore » a pour mission « de se battre partout où les intérêts français sont en cause... »<sup>15</sup> Le recrutement en AFN est intensif et **Juin** se plaint « de voir partir ses meilleurs éléments ». Le 27 Août, **Benoist Méchin** organise à Paris la journée de la « Légion » avec messe à Notre Dame présidée par le Cardinal **Suhard**, en présence de l'Amiral **Platon**, représentant **Pétain**, de **Fernand de Brinon**, représentant **Laval** et d'**Otto d'Abetz**, ambassadeur d'Allemagne à Paris. A midi, remise des décorations par le général **Galy** et dépôt de gerbe au soldat inconnu. Mais les allemands se méfient et le 17 septembre 1942, interdisent la « Légion ». **Laval** chasse alors **Benoist Méchin** du gouvernement et La « LVF » renaît avec le décret du 17 décembre 1942, dissolvant la « Légion Tricolore ».



## REBÂTIR LA FRANCE ET SON ARMÉE !

« Régénération morale, neutralité provisoire dans la guerre, reconstruction d'une communauté française, remise à l'honneur des idées de Lyautey dont l'influence n'a jamais été aussi forte ; l'armée n'est pas seulement un organisme militaire, elle a un rôle civil essentiel », voici quelques grands principes pour l'armée désirée par Vichy. Et **Weygand** d'ajouter « Aucune différence entre le moral et le social ». Quant au Général **de Lattre**, il proclame « Reconstruire les âmes et fortifier les corps ... On ne peut songer à rebâtir la France sans rebâtir l'armée »

<sup>11</sup> Engelures, bronchites, dysenteries mettent hors de combat 300 hommes.

<sup>12</sup> **Jacques Benoist-Méchin** (1901/1983) est, dans les années 1930, un journaliste admirateur d'**Hitler** et auteur d'une monumentale Histoire de l'armée allemande (1936). Pendant la Seconde Guerre mondiale, Il est un des hauts dirigeants du ministère des Affaires étrangères du gouvernement de Vichy. Cette collaboration avec le III<sup>e</sup> Reich, lui vaut un procès et une condamnation à mort en 1945 qui ne sera pas exécutée. Emprisonné à Clairvaux, il est finalement gracié en 1953.

<sup>13</sup> Service d'Ordre Légionnaire.

<sup>14</sup> Fondateur d'un mouvement de jeunes en zone sud (JFOM), mouvement de 15.000 membres qui deviendra en 1943 « l'Avant Garde », mouvement de jeunesse de la Milice.

<sup>15</sup> Peut être même sur le sol français ?

Le camouflage de matériel est ordonné par le Général **Colson**. Un service camouflage (CDM) est créé avec des correspondants clandestins dans chaque région militaire. Des sociétés civiles vont garer 7.000 véhicules et en camoufler 8.000, dispersés dans 18 sociétés et certaines administrations (Eaux et Forêts, PTT, Gendarmerie, chemin de fer). Mais le « CDM » construit aussi de nouveaux matériels tels, qu'entre autres, 250 engins chenillés<sup>16</sup>, 45 tourelles d'automitrailleuses, 225 châssis GMC transformés en véhicules blindés à tourelle, 6.000 pistolets mitrailleurs et des grenades à charge creuse. L'arsenal accumulé durant l'hiver 1941/1942 se monte à : 6.000 fusils, 9.500 armes automatiques d'infanterie, 200 mortiers, 55 canons de 75, 18 canon de 47, 90 canons de 25, 9.000 obus, 150.000 grenades. Le service national des statistiques du contrôleur général **Carmille** met en place une organisation souvent contestée mais capable de contrôler les unités et les ordres d'appel pour 300.000 hommes.

**L'Armée de l'Air** dispose à l'automne 1942 de 1.700 appareils. Suite à la dissidence de plusieurs territoires, Vichy demande plus de moyens (tels que modernisation, réarmement, recrutement de personnel) pour défendre « *son empire* ». L'industrie aéronautique reprend sa production et, en deux ans, livre à l'armée de l'air 1.000 appareils et 2.500 moteurs<sup>17</sup> mais aussi 2.275 avions de reconnaissance et de transport et 5.675 moteurs à ... l'Allemagne.

**La Marine**, malgré Mers el Kébir<sup>18</sup>, reste germanophobe. La dissidence du Tchad, du Cameroun, du Congo, du Gabon, de l'Oubangui-Chari pousse les allemands à plus de souplesse. **Darlan** crée à Toulon une importante escadre, « Force Haute Mer » et refuse tout affrontement (demandé par les allemands) avec l'anglo-saxon tout en jugeant, néanmoins, « *la collaboration économique avec la puissance occupante indispensable* ». Sans doute pense-t-il pouvoir ainsi, grâce à une marine passée à 75.000 hommes en novembre 1942, « *garder l'Empire* » ! Comme d'autres, il va passer de la « *certitude de la victoire allemande* » (1940/1941) au doute (1942). En mai 1941, il signe, avec les allemands, les « Protocoles de Paris » abandonnant à l'influence ennemie les grands ports de l'empire contre la libération de 90.000 prisonniers, le réarmement de 13 bâtiments, une certaine liberté en Méditerranée et des facilités de passage de la ligne de démarcation. Ces accords seront peu appliqués de par l'opposition de **Weygand** dont **Darlan** demande alors le rappel, et l'obtient.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1941, **Darlan** et **Pétain** rencontrent, à St Florentin sur Yonne, **Goering** qui leur demande le passage par la Tunisie pour ravitailler « l'Africa Korps » et la « *location de la flotte française* ». **Pétain** hésite. Il veut bien « *louer* » mais seulement en échange d'une province. **Darlan**, quant à lui, refuse toute idée de « *location* ». **Goering** va faire la même demande, en juin, à Berlin à laquelle **Darlan** opposera un refus identique. En avril 1942, **Laval** remplace **Darlan**, ce qui pousse ce dernier vers les américains.

## UN « EMPIRE » QUI VA EN S'EFFILOCHANT !

Les troupes de l'Empire sont renforcées par **Weygand**. **Pierre Boisson**<sup>19</sup> réussit à maintenir l'AOF hors de toute collaboration avec les troupes de l'Axe et parvient à organiser une armée de 100.000 hommes. **Weygand**, le 26 février 1941, passe à Dakar des accords avec **Murphy** pour organiser le ravitaillement de l'AFN par les Etats-Unis. **Weygand** n'accepte pas les concessions de **Darlan** (Protocoles de Paris mai 1941) et dit en Conseil des Ministres : « *Nous avons tout cédé pour du vent* ». Et **Boisson** de préciser : « *Je défendrais les territoires contre quiconque. Aucune base en sera cédée* ». Ce à quoi **Weygand** ajoute « *Si quelqu'un veut venir à Bizerte, je le jette à l'eau à coups de canons* »<sup>20</sup>. Et le Conseil des ministres du 6 juin 1941 décide de n'accéder à aucune demande de la Wehrmacht avant d'avoir obtenu de considérables contreparties susceptibles de changer les rapports franco-allemands. Le Général **Dentz**, très lié à **Pétain**, s'oppose au britanniques au Levant estimant « *qu'il y aurait rupture de l'armistice s'il cédait et .... nomination d'un gauleiter à Paris* ». Mais il est aussi contre le passage des allemands au Liban et en Syrie.

Les succès de **Larminat** au Tchad et au Congo, de **Leclerc** en Libye et de la Brigade Française d'Orient en Erythrée incitent le général **de Gaulle** à pousser la conquête du Liban. Le 17 mai 1941, 5.000 FFL et 30.000 anglais font face à Dentz et ses 34.000 hommes<sup>21</sup>. La Légion refuse de combattre la Légion « FFL » **d'Amilakvari**. Les combats durent quatre semaines. L'armistice de Saint Jean d'Acre met fin aux hostilités. Les honneurs de la guerre sont rendus à Dentz et ses troupes dont 5.700 (seulement) choisissent de rejoindre les « FFL ». Les pertes se sont élevées à 2.000 tués, 2.500 blessés et 2.800 prisonniers côté **Dentz**, 4.500 morts et blessés côté anglais et 164 morts et 650 blessés « FFL ».

16 Baptisés : « tracteurs forestiers »

17 Accord **Bergeret/Udet** du 28 juillet 1941

18 Après les saisies et Mers el Kébir la Marine reste aux 2/3 soit 400.000 Tonnes mais bien des bateaux sont hors service tels le Jean Bart inachevé, le Dunkerque et le Provence endommagés à Mers El Kébir.

19 Gouverneur Général de l'AOF (Afrique Occidentale Française), fédération de huit territoires français en Afrique : la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan français (devenu Mali), la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Niger, la Haute-Volta (devenue Burkina Faso) et le Dahomey (devenu Bénin).

20 C'est ainsi que **Boisson** avait fait à Dakar contre le Général **de Gaulle**.

21 Dont 1/3 d'européens.

Après Dakar et le Gabon, des français avaient tiré sur d'autres français. Les passions vont se durcir pour très longtemps. Le traité de Tokyo met fin, le 9 mai 1941 à la guerre thaïlandaise<sup>22</sup>. Un protocole franco-japonais, du 19 juillet 1941, autorise 5.000 japonais à stationner en Indochine. Une poignée de français libres est vite muselée. Des nationalistes créent en mai 1941 « Le front pour l'indépendance du Vietnam (Vietminh) » dont on allait entendre parler.

Les uns après les autres, des territoires échappent à **Pétain** : AEF<sup>23</sup>, Océanie, Nouvelle Calédonie et Etablissement de l'Inde (1940), le Levant et St Pierre et Miquelon (1941), Madagascar (1942). **Pétain** ne peut plus compter que sur l'AFN, l'AOF, les Antilles, Djibouti et la Réunion. Mais, bientôt, des « *craquements* » sont perçus par les Hauts Commissaires **Decoux**, **Boisson** et **Robert**. Ils vont tellement s'amplifier que ces fidèles du Maréchal vont être incapables de réprimer le glissement.

## LES SERVICES SECRETS SUR TOUS LES FRONTS !

Par principe, les allemands se méfient de tout service secret français. Or, en zone libre, ceux-ci sont dans les premiers à continuer la lutte. Le Colonel **Rivet** explique, lors d'un séminaire, « *le rôle capital des renseignements dans la rentrée de la France dans la guerre* » et « *qu'ils étaient destinés aux Etats-majors anglo-saxons et au chef d'Etat-major de l'armée française* ». Car « *la lutte continue quoiqu'il arrive* » dit **Weygand**. **Huntziger** veut, par contre, que les services secrets s'arrêtent car « *l'Allemagne allait gagner. (Il fallait) donc s'en tenir à l'armistice et (ne pas faire) de coopération avec les Anglais, ne pas donner de prétexte aux allemands pour envahir l'Empire ou saisir la Flotte* ». **Rivet** pense que ce sont là des propos de pure forme, **Huntziger** terminant toujours ses développements par « *Nous en reparlerons* ». Et si périodiquement il répète « *qu'il faut se garder d'activités illégales* », **Weygand**, en écho, n'oublie jamais de dire que « *la lutte continue quoiqu'il arrive* »...

De fait les 5<sup>ème</sup> et 2<sup>ème</sup> bureaux perdurent avec l'appui d'un contre-espionnage dédoublé en « Bureau des menés anti-nationales » (BMA ou MA) et en « Entreprise des Travaux Ruraux » (E.T.R ou T.R). **Rivet** s'installe à Vichy et met à Lyon la section « Allemande » du 2<sup>ème</sup> bureau officiellement supprimée<sup>24</sup>. Pour le 2<sup>ème</sup> Bureau<sup>25</sup>, **Rivet** nomme le Lieutenant-Colonel **Baril** spécialiste de la Wehrmacht. **Weygand** s'organise pour que **Rivet** ait des crédits, y compris des devises pour les postes extérieurs. **Rivet** disperse ses services (Royat, Cusset, Chamalières) et crée des antennes le long de la ligne de démarcation. Il recrute et cela fonctionne<sup>26</sup>. **Rivet** envoie le Lieutenant de réserve **Turg** près de « l'I.S.<sup>27</sup> » dès mai 1940. Les ambassades des Etats Unis et du Canada à Vichy vont servir de relais, d'autres liaisons étant assurées depuis le Portugal et la Suisse. **André Perruche**, qui apparaît près de **Rivet**, installe ses antennes « SR » en zone Nord et Sud, alors que, par ailleurs, le Colonel **Jean Touzet du Vigier**, chef du 3<sup>ème</sup> bureau crée une section « guérilla<sup>28</sup> » avec pour mission de resserrer les liens avec le Service de Renseignements clandestins et le contre-espionnage camouflé derrière « T.R ».

**Du Vigier, Rivet, Paillole** avec **Mollard, Baril** et **d'Ales** se rencontrent et fondent le très discret « Comité Directeur de Résistance dans l'Armée ». Dans le cadre de ce Comité, le Capitaine **Jacques Gambert** crée une organisation paramilitaire en zone occupée en liaison étroite avec « T.R » et la baptise « Groupe d'Auto-Défense (GAD) » Cette organisation se charge du passage de cadres en AFN et de l'établissement d'une liaison avec Washington grâce à l'attaché militaire américain à Vichy, le Colonel **Schow**, et à l'industriel **André Poniatowski**.

En AFN, **Weygand** noue des relations avec **Robert Murphy** et autorise une équipe de renseignements américains. **Rivet** et **du Vigier** obtiennent l'aide du Général **Picquendar**, patron de l'armée depuis octobre 1940, couvrant ainsi « les activités illégales » de l'EM.

Le 19 janvier 1941, **Henry Fresnay** quitte l'armée et **Baril** lui dit « *je sais que vous ne nous quittez pas pour rester inactif* ». Des contacts se nouent entre « Travaux Ruraux » et le Colonel **Remy. Huntziger** dit à **Groussard**, partant en mission à Londres « *Si vous voyez de Gaulle dites-lui qu'à Vichy il y a des gens qui ne voudraient pas lui tourner le dos, qui*

<sup>22</sup> La guerre franco-thaïlandaise (1940-1941) a opposé la Thaïlande et la France de Vichy dans la péninsule indochinoise. La guerre fait environ 3400 morts. Le Japon, désireux de s'assurer la collaboration militaire de la Thaïlande, intervient rapidement en médiateur dans le conflit. Un ultimatum impose d'abord aux deux belligérants un armistice, proclamé le 28. Le 9 mai, la France, sous contrainte japonaise, signe un traité de paix, par lequel elle abandonne des provinces prises au Cambodge et au Laos. Ce traité est suivi d'un autre entre la France et le Laos le 21 août.

<sup>23</sup> L'Afrique équatoriale française (AEF) était un gouvernement général de possessions coloniales françaises en Afrique centrale. Il comprenait le Gabon, le Moyen Congo (devenu la république du Congo), l'Oubangui-Chari (devenu la République centrafricaine) et le Tchad.

<sup>24</sup> Capitaine **Garon** et **Cosse Brissac**.

<sup>25</sup> Où se trouve le Capitaine **Henri Fresnay** passé par le centre d'études germaniques de Strasbourg en 1938.

<sup>26</sup> Par exemple est décrypté l'ordre de bataille des forces de l'Axe en France, les préparatifs de l'opération « Lion de mer » (projet de débarquement allemand en Angleterre) Mi-septembre 1940, les anglais sont informés de l'échec de la bataille d'Angleterre, du renoncement d'Hitler pour le débarquement en Angleterre et de la poursuite des bombardements marquant cet échec.

<sup>27</sup> Intelligence Service, service de renseignement anglais.

<sup>28</sup> Commandant **Clogenson**

voudraient au contraire entrer en liaison avec lui parce que lui et nous, nous avons la même tâche ». **Groussard**, reçu par **Churchill**, lui rappelle que<sup>29</sup> si l'on veut que l'AFN entre en dissidence il faut débarquer 10 divisions, dont 3 blindées, appuyées par 1.000 avions. **Groussard** entend **Churchill** dire « *Beaucoup de français antinazis se méfient de de Gaulle, mais que de minoritaire la France Libre pourrait renverser la situation* ». De son côté, **John Winant**, ambassadeur de Etats Unis, lui dit « *Pétain saura-t-il s'en aller à temps ?* »

**Groussard** rencontre **Passy**<sup>30</sup> et lui offre les services des « groupes de protection ». Il enregistre favorablement la demande de crédits formulée par **Passy** pour le fonctionnement des réseaux de renseignements en Italie, Espagne, Suisse et Alsace Lorraine. **Groussard**, de retour à Vichy, est persuadé qu'une entente entre Vichy et la France Libre est possible. **Huntziger**, s'il est, quant à lui, assez d'accord pour aider la Résistance et poursuivre les contacts avec la France Libre, pense aussi que le « *Maréchal pourrait lui aussi s'envoler pour Alger et lancer des proclamations* »<sup>31</sup> **Huntziger** recommande à **Groussard** de se méfier de **Darlan** « *prêt à toutes les concessions à l'occupant pour éviter le retour de Laval* », et il remet l'autorisation de poursuivre avec la France Libre.

**Darlan**, le 15 juillet 1941, accuse les services secrets « *de collaboration persistante avec l'IS, de travailler contre l'Allemagne et de mollesse dans la poursuite des menées gaullistes* ». Il fait arrêter **Groussard** et **Loustaunau-Lacau** et ordonne à **Huntziger** de purger les services secrets. Il s'ensuit<sup>32</sup> une entrevue orageuse dans le bureau du Maréchal à l'issue de laquelle les services secrets passent sous les ordres directs de **Darlan** via l'Amiral **Dupré**, partisan de la collaboration. Le 12 novembre 1941, **Huntziger** décède accidentellement. Dans la foulée, Weygand est limogé le 18 et Darlan met au pas les services secrets. **Rivet**, **Baril**, **d'Ales** sont relevés de leurs fonctions tandis que **Vigier**, **Perruche** et **Lambert** sont mutés.

En complicité avec **Préaud**, le Capitaine **Paillole** crée, le 1<sup>er</sup> juillet 1940, « Travaux Ruraux (TR) », un service de contre-espionnage clandestin. Les Lieutenant **Rigaud** (*Limoges*), Capitaine **Johannes** (*Clermont Ferrand*), Capitaine **d'Hofelize** (*Toulouse*), Capitaine **Hugon** (*Lyon*), Capitaine **Guiraud** (*Marseille*) s'installent dans les locaux du génie rural avec pour mission la lutte contre les services ennemis, la pénétration des organisations françaises pro-nazis et pro-fascistes, l'action en liaison avec les services alliés, la surveillance et le contrôle des commissions d'armistice en zone libre. La conduite de ces actions relève de la clandestinité et du cloisonnement. Une antenne « TR » apparaît à Alger, avec **Doudot**, **Delor** et **Verneau**.

Seul **Weygand** dit « *la guerre continue, l'Allemagne doit être traitée en ennemie et l'Angleterre en alliée* ». Par contre **Laval**, **Darlan**, **Marquet** sont d'un avis opposé, par conviction ou par stratégie d'actions contre l'Allemagne. Avec « l'Intelligence Service » (IS) des contacts sont noués par les « TR » en direct et via le Portugal, Tanger ou l'ambassade américaine à Vichy. La centrale CADOC des « TR » va être, de septembre 1940 à novembre 1942, en relation suivie avec l'IS via le « Groupement de Contrôles Radioélectriques (GCR) » du Capitaine **Ramon**<sup>33</sup>. Entre juillet 1940 et février 1941, 78 agents ennemis dont 68 utilisés par l'Abwehr<sup>34</sup> sont arrêtés. Du « GCR », Henry Fresnay dira : « *Nous recevions d'eux de précieuses informations et ce seront eux qui feront fusiller le 16 avril 1942 le premier espion infiltré dans nos rangs*<sup>35</sup>, la veille du retour de **Laval** qui avait essayé d'éviter cette exécution ». 30 agents de l'Abwehr furent fusillés d'automne 1940 à automne 1942, « *le Maréchal Pétain se montrant inflexible* ». **Paillole**, qui va être trahi par un Saint Cyrien, **Maurice Martineau**<sup>36</sup>, a quand même réussi à mettre sur pied une organisation consistante<sup>37</sup>. Au 31 décembre 1941, 316 espions ont été arrêtés, jugés et condamnés. Parallèlement, ont été mis en place, des liaisons suivies avec les anglais, des moyens rapides et sûrs pour la liaison avec la zone occupée grâce à la gendarmerie, ainsi qu'avec l'AFN par avions et bateaux.

Début septembre 1940, c'est la naissance du service « Menées Antinationales (MA) » conçu par **Rivet**, **Paillole** et **d'Ales** et béni par **Weygand**. Il regroupe les SR Terre, Air et Marine et **Rivet** et **d'Ales** en sont responsables, sous l'autorité du ministre de la Défense Nationale. Le « MA » utilise la police, la gendarmerie, la surveillance du territoire, la justice militaire pour la « répression de l'espionnage ennemi en France » Font, notamment, partie du « MA », le Capitaine **Descours** (*Lyon*), le Capitaine **de Bonneval** (*Chateauroux*). Cependant, du fait que le « MA » lutte, officiellement, contre les communistes et les gaullistes, il y a parfois des incidents. Le retour de **Laval** en avril 1942, avec sa politique de collaboration, fait que le « MA » disparaît le 24 juin 1942. Mais **Rivet**, grâce à **Darlan** qui a changé de bord, ressurgit à la tête du « SSM » (Service Sécurité Militaire) sous l'autorité de l'Amiral resté au commandement en chef des armées. Et si **Rivet** est, comme adjoint, « l'œil » de **Darlan**, les allemands savent que les services français

29 Selon **Weygand**.

30 Il l'avait eu sous ses ordres à St Cyr.

31 Mais il clôt l'hypothèse en estimant « que ce serait une espèce de crime »

32 Le 9 août 1941.

33 Il est arrêté en décembre 1943 et fusillé le 20 août 1944.

34 Dont 4 militaires français démasqués.

35 Henri Devilliers

36 Il est arrêté, retourné, puis à nouveau arrêté et déporté à Dora. De retour de déportation, il est jugé pour sa trahison et acquitté.

37 7 postes « TR », France et AFN, 500 agents et honorables correspondants bénévoles, 5.000 suspects identifiés, 30.000 rapports de routine.

travaillent contre eux. **Hermann Bickler**, chef d'un groupe du RSHA, écrira « l'activité d'espionnage fut poursuivie avec le même personnel et dans le même esprit antiallemand ». De juillet 1940 à juillet 1942, 1.310 agents ennemis sont arrêtés en France par les services français<sup>38</sup>.

## EN GUISE DE CONCLUSION !

Dans le débat « pour ou contre » l'armée d'armistice je voudrais laisser parler **Fresnay** et **Paillole**.

**Fresnay** « *Je ne voudrais pas m'exposer à être un jour dans l'obligation de choisir entre le devoir militaire d'obéissance, c'est-à-dire la discipline et le devoir que me dicte ma conscience. Même avec des Rivet, des d'Ales, des Baril, des Duvigier et tant d'autres, l'armée subira tôt ou tard la loi du vainqueur. Le relèvement de la France exige une action d'une autre envergure et d'un autre caractère* ».

Et **Paillole** répond : « *Si faible qu'il soit, l'espoir existe de reprendre la lutte contre l'occupant. Il entretient l'esprit de Résistance dans l'armée d'armistice. Si des officiers comme vous l'abandonnent, elle n'aura plus de raison d'être. Elle risquera de devenir l'auxiliaire de la Wehrmacht* ».

Evidemment ce dialogue est provoqué par la démission de **Fresnay** le 19 janvier 1941. Nous sommes au cœur du débat : rester où l'on est utile à la Résistance ou entrer en clandestinité. Débat toujours ouvert d'autant que les jugements tranchés ne sont pas prêts d'être évidents. La meilleure preuve, et pour toujours citer **Fresnay** : « *Dans la lutte contre les agents ennemis, tout commençait avec mon ami Paillole<sup>39</sup> (et par ailleurs) nous recevions d'EUX (organisation Paillole) de précieuses informations et ce seront « EUX », qui feront fusiller le 16 avril 1942 le premier espion infiltré dans nos rangs* ».

Ce livre extrêmement documenté éclaire les divers aspects qu'a pris la Résistance dans l'armée et du rôle éminent de certains qui, sans doute, auraient dû être honorés de quelques croix de Compagnons de la Libération. Mais l'on constate aussi à la lecture de ce document combien le Maréchal **Pétain**, par son rayonnement, pu, un certain temps, par respect ou tout simplement par esprit de discipline, fausser les jugements individuels<sup>40</sup>. Le cas **Weygand** est atypique, il obéit au Maréchal, mais en aucun cas il sort du combat contre les allemands. Et il paye son attitude de son renvoi. Restent les deux frères ennemis, **Laval** et **Darlan**. Au moins avec **Laval** les choses sont claires. Même lorsque le bon sens devrait lui faire prendre une attitude ondoyante, il persiste à « *souhaiter la victoire de l'Allemagne* ». Avec **Darlan** on peut s'y tromper, pas question de livrer la flotte... mais comme chef de gouvernement par les accords de Paris il autorise l'utilisation des ports AFN par les allemands (heureusement **Weygand** s'y oppose). Pas question de nuire aux Allemands, donc pas de vagues nulle part et puis dès les premiers revers en Russie, bifurcation vers les américains. On se prend à rêver. Combien aurait été plus facile l'action du général **de Gaulle** si, imitant le ralliement du Général **Catroux**, **Darlan** et la flotte avaient rejoints dès 1940 les alliés !

Note rédigée en septembre 2002

<sup>38</sup> 270 condamnés à mort dont 42 exécutés, 483 condamnés aux travaux forcés et transférés en AFN

<sup>39</sup> In « La nuit finira »

<sup>40</sup> Au point où certains n'ont pas su résister à la spirale qui les a entraînés à la trahison.